

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

18 JUIN 2013

Proposition de résolution concernant la préparation des élections de 2015 au Burundi

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

**M. DE GUCHT
ET MME VERMEULEN**

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution lors de ses réunions des 11 et 18 juin 2013.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

18 JUNI 2013

Voorstel van resolutie betreffende de voorbereiding van de verkiezingen van 2015 in Burundi

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
**DE HEER DE GUCHT
EN MEVROUW VERMEULEN**

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 11 en 18 juni 2013.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres/Leden :

| | |
|---------------|---|
| N-VA | Patrick De Groot, Bart De Nijn, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen. |
| PS | Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen. |
| MR | Armand De Decker, Dominique Tilmans. |
| CD&V | Sabine de Bethune, Johan Verstreken. |
| sp.a | Bert Anciaux, Dalila Douifi. |
| Open Vld | Jean-Jacques De Gucht. |
| Vlaams Belang | Anke Van dermeersch. |
| Écolo | Benoit Hellings. |
| cdH | Vanessa Matz. |

Suppléants/Plaatsvervangers :

| |
|--|
| Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Wilfried Vandaele. |
| Hassan Boussetta, Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi, Louis Siquet. |
| Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller. Cindy Franssen, Etienne Schouppe, Els Van Hoof. |
| Fatma Pehlivani, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui. Nele Lijnen, Yoeri Vastersavendts. |
| Yves Buysse, Bart Laeremans. Zakia Khattabi, Jacky Morael. |
| André du Bus de Warnaffe, Bertin Mampaka Mankamba. |

Voir:

Documents du Sénat :

5-1911 - 2012/2013 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Arena.

N° 2 : Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-1911 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Arena.

Nr. 2 : Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME ARENA, AUTEURE PRINCIPALE DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION

À la suite de la contestation par les partis d'opposition de la victoire du Conseil national pour la défense de la démocratie — Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) lors des scrutins électoraux de 2010, le Burundi est aujourd'hui dans une situation politique très difficile. Le climat de tensions dû à la gestion problématique du contentieux électoral et à la reprise des attaques et intimidations à l'encontre des partis de l'opposition a conduit au départ en exil de certains leaders des formations politiques de l'opposition. Depuis lors, le dialogue national entre les partis de l'opposition (Alliance des démocrates pour le changement — ADC-Ikibiri) et le parti au pouvoir (CNDD-FDD) n'est toujours pas rétabli. Le retour aux armes d'une partie des Forces nationales de libération (FNL), dernière faction rebelle intégrée aux institutions, les multiples arrestations de partisans de l'ADC-Ikibiri et de nombreux cas d'exécutions sommaires sur lesquels la justice peine à statuer, entérinent la rupture de tout dialogue politique entre le parti au pouvoir et les partis de l'opposition, ce qui pourrait laisser craindre une résurgence de groupes d'opposition armés et la reprise de violences.

Il est clair que seule la reprise d'un dialogue politique national permettra d'éviter une dérive autoritaire et garantira un réel pluralisme politique au Burundi.

De plus, en l'absence d'une réelle opposition parlementaire, la fonction essentielle de contrôle de l'action gouvernementale du parlement n'est pas assurée.

Le rejet, par les partis « d'opposition », de la liste des membres de la nouvelle Commission électorale (CENI), parce que figurait parmi les personnes proposées par le gouvernement le président et le porte-parole de la CENI sortante, risque d'atteindre la crédibilité du processus électoral en préparation. De même, la récente loi portant statut de l'opposition politique ainsi que la nouvelle loi sur les partis politiques promulguée en 2011, risquent, elles aussi, si elles sont appliquées à la lettre, d'augmenter les tensions déjà présentes et d'écartier les dirigeants de l'opposition qui pour certains sont actuellement en exil.

Il est à cet égard important de soutenir la démarche de l'organisation non gouvernementale (ONG) « Initiatives et Changements » qui constitue une avancée positive. Celle-ci a en effet permis de réunir des parlementaires du parti au pouvoir, des représentants des partis de l'opposition et de la société civile afin de sortir de l'impasse politique.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW ARENA, HOOFDINDIENER VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Sinds de betwiste verkiezingsoverwinning van de *Conseil national pour la défense de la démocratie — Forces pour la défense de la démocratie* (CNDD-FDD) in 2010 is de politieke situatie in Burundi nog steeds uiterst problematisch. Het gespannen klimaat dat een gevolg was van de problematische aanpak van het verkiezingsgeschil en van de hervatting van de aanvallen op en de intimidaties tegen de oppositiepartijen, leidde tot het vertrek in ballingschap van een aantal oppositieleiders. De nationale dialoog tussen de oppositiepartijen (*Alliance des démocrates pour le changement — ADC-Ikibiri*) en de partij aan de macht (CNDD-FDD) is sindsdien nog steeds niet hersteld. Het terugrijpen naar de wapens van een deel van de *Forces nationales de libération* (FNL), de laatste rebellengroep die in de instellingen geïntegreerd werd, de vele arrestaties van aanhangers van de ADC-Ikibiri en de vele gevallen van standrechtelijke executies waarover justitie moeilyk tot beslissingen komt, bevestigen de breuk tussen de partij aan de macht en de oppositiepartijen, zodat te vrezen valt dat gewapende oppositiegroepen opnieuw de kop opsteken en het geweld hervat.

Het is duidelijk dat alleen de hervatting van een nationale politieke dialoog een autoritaire ontsporing kan voorkomen en een echt politiek pluralisme in Burundi kan garanderen.

Tevens wordt door de afwezigheid van een reële parlementaire oppositie de essentiële functie van het controleren van de regering door het parlement niet verzekerd.

De verwijzing van de lijst met leden van de nieuwe *Commission électorale* (CENI) door de « oppositiepartijen », omdat een van de personen die de regering voordroeg de voorzitter en de woordvoerder van de ontslagnemende CENI was, dreigt de geloofwaardigheid van het verkiezingsproces in voorbereiding aan te tasten. Evenzo dreigen de recente wet over de status van de politieke oppositie en de nieuwe wet op de politieke partijen, die in 2011 werd afgekondigd, indien ze naar de letter worden toegepast, de reeds aanwezige spanningen op te voeren en de oppositieleiders, van wie sommigen in ballingschap zijn, opzij te zetten.

Het initiatief van de niet gouvernementele organisatie (NGO) « *Initiatives et Changements* » is een doorbraak die steun verdient. Die NGO is erin geslaagd een ontmoeting te organiseren met parlementariërs van de partij die aan de macht is, vertegenwoordigers van de oppositiepartijen en van het maatschappelijk middenveld, om een einde te maken aan de politieke patstelling.

En outre, il convient de souligner que malgré les progrès notables en matière de développement et de fonctionnement des institutions, la situation socio-économique du Burundi reste très préoccupante. De gros progrès restent à faire en matière de démographie, de lutte contre la pauvreté, de bonne gouvernance, ...

La question de la séparation des pouvoirs et notamment de la politisation du pouvoir judiciaire est également à soulever. Il est en effet essentiel que le Burundi se donne les moyens d'une justice fiable, impartiale et fonctionnelle de manière à donner le signal clair d'une lutte contre l'impunité et afin d'assurer la protection des droits fondamentaux en ce compris la liberté d'expression. Il semble pertinent de rappeler que la négociation des accords de Paix d'Arusha, mettant fin à près de dix ans de guerre civile, reposait notamment sur la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle prévoyant la création d'une « Commission nationale pour la vérité et la réconciliation ». (CVR)

L'oratrice rappelle que la Belgique est un partenaire majeur du Burundi à travers la coopération au développement et qu'à ce titre, il convient de se préoccuper plus particulièrement de la situation politique et socioéconomique de ce pays pour tenter d'améliorer durablement la condition de la population burundaise.

C'est pourquoi la proposition de résolution demande notamment au gouvernement :

- de soutenir et de veiller au bon déroulement de la préparation du processus pour l'ensemble du cycle électoral dont la tenue est prévue pour 2015;

- de soutenir des projets favorisant le pluralisme des médias et garantissant la libre expression des journalistes;

- d'appuyer le programme d'assistance judiciaire de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) et de soutenir la formation de son personnel;

- d'attirer l'attention des autorités burundaises sur certains points et de suggérer :

- de préserver et favoriser le pluralisme politique en vue des élections de 2015 en renouant le dialogue avec l'opposition politique burundaise;

- d'initier le plus tôt possible un dialogue inclusif avec les partis politiques de l'opposition;

- de faire en sorte que la composition de la CENI soit l'expression d'une décision consensuelle à laquelle serait associée l'ensemble de la classe politique burundaise et la société civile;

Ondanks de duidelijke vooruitgang inzake ontwikkeling en werking van de instellingen, blijft ook de sociaaleconomische toestand van Burundi heel zorgwekkend. Er zijn grote inspanningen vereist op het vlak van demografie, armoedebestrijding, goed bestuur, ...

Ook de scheiding der machten, en met name de politisering van het gerecht, vormt een probleem. Het is immers essentieel dat Burundi ervoor zorgt dat het een betrouwbare, onpartijdige en functionele rechtspraak krijgt, zodat er een duidelijk signaal wordt gegeven dat de straffeloosheid bestreden wordt en opdat de grondrechten, waaronder het recht op vrije meningsuiting, worden beschermd. Het lijkt relevant erop te wijzen dat de onderhandelingen over de vredesakkoorden van Arusha, die een einde maakten aan bijna tien jaar burgeroorlog, berustten op het instellen van justitiële overgangsmechanismen die in de oprichting van een « *Commission nationale pour la vérité et la réconciliation* » (CVR) voorzagen.

Spreekster herinnert eraan dat Burundi een van de voornaamste partnerlanden van België is op het gebied van ontwikkelingssamenwerking, en dat het dan ook belangrijk is oog te hebben voor de politieke en sociaaleconomische toestand van het land om te trachten de levensomstandigheden van de Burundese bevolking op een duurzame manier te verbeteren.

Daarom vraagt het voorstel van resolutie de regering onder meer :

- steun te bieden aan en toe te zien op het goede verloop van de voorbereiding van het proces voor de hele verkiezingscyclus die gepland is voor 2015;

- projecten te steunen die pluralisme in de media bevorderen en die de vrije meningsuiting van journalisten garanderen;

- het programma voor rechtsbijstand van de *Commission nationale indépendante des droits de l'homme* (CNIDH) te steunen en de opleiding van haar personeel te ondersteunen;

- de aandacht van de Burundese autoriteiten te vestigen op bepaalde punten en voor te stellen om :

- het politieke pluralisme te beschermen en te bevorderen met het oog op de verkiezingen van 2015, door de dialoog op te starten met de Burundese politieke oppositie;

- zo snel mogelijk een inclusieve dialoog te starten met de oppositiepartijen;

- ervoor te zorgen dat de samenstelling van de CENI de afspiegeling is van een consensuele beslissing waarbij de ganse Burundese politieke klasse en het middenveld zou zijn betrokken;

- de promouvoir l'information et la transparence autour du processus électoral;
- d'accorder une priorité à la défense des droits de l'homme;
- de garantir l'intégrité physique et psychologique ainsi que la liberté d'expression des activistes, des journalistes et des opposants politiques.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

La représentante du ministre des Affaires étrangères fait tout d'abord remarquer que la proposition de résolution à l'examen a été déposée le 20 décembre 2012. Depuis lors, la situation a évolué, de sorte qu'une actualisation du texte s'impose.

Au Burundi, l'évolution n'est pas que défavorable; l'on peut aussi noter des éléments positifs. Si l'on veut un texte équilibré et objectif, il faudrait donc mentionner ces deux aspects dans la résolution.

La nouvelle loi sur la presse est une donnée défavorable. L'intervenante renvoie à cet égard au communiqué de presse du ministre belge des Affaires étrangères du 4 juin 2013. Le ministre a aussi évoqué la nouvelle loi sur la presse avec son homologue, M. Kavakure, lors du sommet anniversaire de l'Union africaine à Addis-Abeba. Pour le ministre, la liberté de la presse est l'une des garanties fondamentales de la consolidation de la paix au Burundi.

Le rôle actif et essentiel des Nations unies dans le processus peut, quant à lui, être considéré comme une évolution positive. Les Nations unies tentent de promouvoir le dialogue avec l'opposition et de convaincre les différents partis de l'opposition de participer au processus électoral.

Il ne faut pas seulement attirer l'attention du gouvernement burundais sur les aspects négatifs du processus; il faut aussi l'encourager à poursuivre sur la voie des avancées positives. Il doit poursuivre sa politique d'ouverture et s'inspirer des ateliers consacrés en mars et mai 2013 à la consolidation de la paix civile.

L'intervenante formule encore quelques remarques à propos du point 7 du dispositif. Le gouvernement ne peut pas s'engager à faire participer l'opposition aux élections; il peut tout au plus tenter d'encourager cette participation.

Pour en revenir à la liberté de la presse, l'intervenante souligne que le service public fédéral (SPF) Affaires étrangères a déjà financé un hebdomadaire indépendant et qu'il envisage à présent une nouvelle intervention financière.

- de informatie en de transparantie rond het verkiezingsproces te bevorderen;
- voorrang te verlenen aan de verdediging van de mensenrechten;
- de fysieke en psychologische integriteit alsook de vrijheid van meningsuiting van de activisten, journalisten en politieke tegenstanders te garanderen.

III. ALGEMENE BESPREKING

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken merkt vooreerst op dat dit voorstel van resolutie werd ingediend op 20 december 2012. Sindsdien is de toestand geëvolueerd, zodat een actualisering van de tekst nodig is.

In Burundi is de evolutie niet enkel ongunstig; er zijn ook positieve elementen merkbaar. Met het oog op een evenwichtige en objectieve tekst zou dit dan ook vermeld moeten worden in de resolutie.

De nieuwe mediawet is een ongunstig gegeven. Spreekster verwijst hierbij naar het persbericht van de Belgische minister van Buitenlandse Zaken van 4 juni 2013. Ook tijdens de verjaardagstop van de Afrikaanse Unie in Addis Abeba heeft de minister de nieuwe mediawet aangekaart met zijn ambtsgenoot, de heer Kavakure. Volgens de minister is persvrijheid één van de fundamentele waarborgen voor de consolidatie van de vrede in Burundi.

De actieve en essentiële rol van de VN in het proces kan dan weer beschouwd worden als een gunstige evolutie. De VN tracht de dialoog met de oppositie aan te moedigen en de verschillende oppositiepartijen over te halen deel te nemen aan het verkiezingsproces.

De Burundese regering moet niet alleen gewezen worden op de negatieve aspecten van het proces, maar ook aangemoedigd worden om de positieve kanten ervan verder te ontwikkelen. Zij moet de openheid verder in stand houden en verwijzen naar de ateliers van maart en mei 2013 over de consolidatie van de burgerlijke vrede.

Verder heeft spreekster nog enkele opmerkingen op punt 7 van het dispositief. De regering kan zich er immers niet toe verbinden om de oppositie te doen deelnemen aan de verkiezingen; zij kan alleen trachten deze deelname aan te moedigen.

Wat de persvrijheid nog betreft, stipt spreekster aan dat de federale overheidsdienst (FOD) Buitenlandse Zaken reeds een onafhankelijk weekblad heeft gefinancierd en nu overweegt een nieuwe tegemoetkoming te doen.

La proposition de résolution fait également référence aux mécanismes de justice transitionnelle. Depuis son entrée en fonction, le ministre a toujours mis l'accent sur l'importance de ces mécanismes pour la stabilité du pays. Dans la proposition de résolution, l'on insiste pour que la société civile soit représentée au sein de la CVR, mais il faut également mettre l'accent sur l'indépendance de cette commission.

La Belgique ne manquera pas de suivre attentivement la nouvelle loi sur la presse, mais il faudra aussi être attentif à la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif (ASBL), qui est en cours d'élaboration.

IV. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

Considérants

Point *Cbis* (nouveau)

Mme Arena et consorts déposent l'amendement n° 10 qui tend à insérer un point *Cbis*, rédigé comme suit : «*Cbis* considérant l'adoption par le parlement burundais le 19 avril 2013 de la nouvelle loi sur la presse et sa promulgation par le président Pierre Nkurunziza le 4 juin 2013; loi qui apparaît être en contradiction avec les obligations légales et internationales du Burundi, mais aussi avec les paroles tenues à Genève en octobre 2012 lors de la conférence des bailleurs, ce qui suscite certaines inquiétudes quant aux sérieuses restrictions qu'elle pourrait imposer à la liberté de la presse;».

Mme Arena se réfère ensuite à l'amendement n° 5 et retire son amendement n° 10.

Point *Jbis* (nouveau)

Mme Arena et consorts déposent l'amendement n° 8 qui tend à insérer un point *Jbis*, rédigé comme suit : «*Jbis* considérant l'implication continue des Nations unies dans le processus de préparation des élections au Burundi et dans la consolidation de la paix, en particulier, l'organisation par le Bureau des Nations unies au Burundi d'un séminaire du 11 au 13 mars 2013 destiné à permettre à l'ensemble des acteurs politiques de discuter des leçons et enseignements des élections de 2010 et d'établir une feuille de route pour une préparation effective des élections de 2015, ainsi que d'aborder la réforme du code électoral;».

Mme Arena explique qu'il convient de mentionner les initiatives de l'Organisation des Nations unies (ONU) en faveur du dialogue, et de la consolidation de la paix.

L'amendement n° 8 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

In het voorstel van resolutie wordt ook verwezen naar de justitiële overgangsmechanismen. Sinds zijn aantreden heeft de minister er steeds op gewezen dat deze belangrijk zijn voor de stabiliteit van het land. In het voorstel van resolutie wordt er op aangedrongen dat het maatschappelijk middenveld zou vertegenwoordigd zijn in de CVR, maar ook de onafhankelijkheid van deze commissie moet benadrukt worden.

België zal zeker de nieuwe mediawet van nabij opvolgen, maar moet ook de nieuwe VZW-wet die in de maak is, in het oog worden gehouden.

IV. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Considerans

Punt *Cbis* (nieuw)

Mevrouw Arena c.s. dient amendement nr. 10 in dat ertoe strekt een punt *Cbis* in te voegen, luidende : «*Cbis* gelet op de goedkeuring door het Burundese parlement op 19 april 2013 van de nieuwe mediawet en de afkondiging ervan door president Pierre Nkurunziza op 4 juni 2013; een wet die in tegenspraak lijkt te zijn met de wettelijke en internationale verplichtingen van Burundi, maar ook met de woorden gesproken te Genève in oktober 2012 tijdens de conferentie van de geldschieters, wat vragen oproept over een mogelijke ernstige beperking van de vrijheid;».

Mevrouw Arena verwijst vervolgens naar amendement nr. 5 en trekt haar amendement nr. 10 in.

Punt *Jbis* (nieuw)

Mevrouw Arena c.s. dient amendement nr. 8 in dat ertoe strekt een punt *Jbis* in te voegen, luidende : «*Jbis* gelet op de ononderbroken betrokkenheid van de Verenigde Naties bij het voorbereidingsproces van de verkiezingen in Burundi en bij de vredesopbouw, in het bijzonder de organisatie van het seminarie van 11 tot 13 maart 2013 door het Bureau van de Verenigde Naties in Burundi dat tot doel had alle politieke actoren de kans te geven om te praten over de lessen die uit de verkiezingen van 2010 te trekken zijn en een stappenplan op te stellen voor een wezenlijke voorbereiding van de verkiezingen van 2015, en tevens de hervorming van het kieswetboek aan te vatten;».

Mevrouw Arena legt uit dat de initiatieven van de Verenigde Naties (VN) die dialoog en vredesopbouw beogen, moeten worden vermeld.

Amendement nr. 8 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Point *Pbis* (nouveau)

Mme Arena et consorts déposent l'amendement n° 7 qui tend à insérer un nouveau point *Pbis*, rédigé comme suit: «*Pbis* considérant les efforts d'ouverture du gouvernement burundais afin de restaurer un dialogue constructif avec les partis de l'opposition, en particulier l'appel du président burundais aux leaders de l'opposition en exil;».

L'amendement n° 7 est adopté par 5 voix et 4 abstentions.

Point R (nouveau)

Mme Vermeulen et consorts déposent l'amendement n° 1, qui tend à ajouter un point R, rédigé comme suit: «R. considérant la promulgation au Burundi par le président Pierre Nkurunziza, le 4 juin 2013, de la nouvelle loi sur la presse, qui imposera de très lourdes restrictions aux journalistes dans le pays;».

M. De Gucht et consorts déposent l'amendement n° 5, qui tend également à ajouter un point R, rédigé comme suit: «R. considérant la nouvelle loi sur la presse, qui restreint considérablement la liberté de la presse, instaure des amendes élevées équivalant dans les faits à de la censure et empêche ainsi la presse de s'accuser de sa mission d'information critique;».

Mme Arena signale qu'il y a eu entretemps des progrès au niveau de la nouvelle loi de presse. En conséquence, il convient de préciser qu'il s'agit seulement de certains éléments dans la nouvelle loi de presse qui restreignent considérablement la liberté de la presse.

La commission accepte de corriger l'amendement n° 5 comme suit: «considérant certaines dispositions de la nouvelle loi sur la presse, qui restreignent considérablement la liberté de la presse, instaurent des amendes élevées équivalant dans les faits à de la censure et empêchent ainsi la presse de s'accuser de sa mission d'information critique».

L'amendement n° 5 ainsi corrigé est adopté à l'unanimité des 9 membres présents. Mme Vermeulen retire dès lors l'amendement n° 1.

Point S (nouveau)

Mme Vermeulen et consorts déposent l'amendement n° 2, qui tend à ajouter un point S, rédigé comme suit: «S. considérant la pétition que des sénateurs belges ont adressée au président de la République du Burundi le 2 mai 2013, dans laquelle ils expriment leur

Punt *Pbis* (nieuw)

Mevrouw Arena c.s. dient amendement nr. 7 in dat ertoe strekt een nieuw punt *Pbis* in te voegen, luidende: «*Pbis* gelet op de eerste stap die de Burundese regering heeft gezet om terug een constructieve dialoog tot stand te brengen met de oppositiepartijen, in het bijzonder de oproep die de Burundese president heeft gericht tot de oppositieleiders in ballingschap;».

Amendement nr. 7 wordt aangenomen met 5 stemmen bij 4 onthoudingen.

Punt R (nieuw)

Mevrouw Vermeulen c.s. dient het amendement nr. 1 in dat ertoe strekt een punt R in te voegen, luidende: «R. gelet op de afkondiging van de nieuwe mediawet in Burundi door president Pierre Nkurunziza, op 4 juni 2013, die zeer ernstige beperkingen oplegt aan journalisten in het land;».

De heer De Gucht c.s. dient het amendement nr. 5 in dat er eveneens toe strekt een punt R in te voegen, luidende: «R. gelet op de nieuwe mediawet die de vrijheid van de pers sterk inperkt en door de hoge boetes in feite censuur instelt en de pers aldus de mogelijkheid ontnemt om zich van haar taak van kritische berichtgeving te kwijten;».

Mevrouw Arena wijst erop dat er ondertussen ook vooruitgang is geboekt met de nieuwe mediawet. Bijgevolg moet erop worden gewezen dat het enkel gaat om bepaalde elementen van de nieuwe mediawet die de persvrijheid aanzienlijk beperken.

De commissie gaat akkoord om het amendement nr. 5 aldus te corrigeren: «gelet op die delen van de nieuwe mediawet die de vrijheid van de pers sterk inperken en door de hoge boetes in feite censuur instellen en de pers aldus de mogelijkheid ontnemen om zich van haar taak van kritische berichtgeving te kwijten».

Het aldus gecorrigeerde amendement nr. 5 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden. Bijgevolg trekt mevrouw Vermeulen het amendement nr. 1 in.

Punt S (nieuw)

Mevrouw Vermeulen c.s. dient het amendement nr. 2 in dat ertoe strekt een punt S in te voegen, luidende als volgt «S. gelet op de petitie van Belgische senatoren aan de president van de Republiek Burundi van 2 mei 2013, waarin de bezorgdheid

préoccupation à l'égard de la nouvelle loi sur la presse; ».

Mme Vermeulen souligne que la pétition à laquelle il est fait référence sous le point S est une initiative qui se veut au-delà des clivages partisans et qui a été signée par un grand nombre de groupes politiques au sein du Sénat. Selon l'intervenante, cette pétition apporte une bien plus grande plus-value à la proposition de résolution qu'une simple référence à une convention ou à un communiqué, sur lesquels le Sénat ne peut exercer la moindre influence.

Mme Arena estime qu'une pétition n'a pas la même valeur juridique qu'une proposition de résolution. Elle constitue plutôt un instrument de la société civile. L'oratrice se réfère à l'amendement n° 10 pour insérer un point *Cbis* dans les considérants. Celui-ci intègre dans la proposition de résolution un renvoi à la nouvelle loi sur la presse au Burundi, y octroyant cette manière une valeur juridique. L'oratrice n'a pas signé la pétition parce qu'un parti non démocratique l'avait cosigné.

Selon M. Vanlouwe, il n'y a aucune différence entre une résolution et une pétition en termes de valeur juridique. Dans les résolutions, il n'est d'ailleurs pas rare que l'on renvoie à des rapports de la société civile.

Mme Arena répond qu'il y a une différence entre une référence faite à un rapport et utiliser soi-même l'outil de la pétition.

L'amendement n° 2 est adopté par 5 voix contre 3 et 1 abstention.

Point T (nouveau)

Mme Vermeulen et consorts déposent l'amendement n° 3 qui vise à ajouter, dans les considérants, un point T rédigé comme suit: «T. vu l'inquiétude que M. Reynders, ministre des Affaires étrangères, a exprimée auprès de M. Pierre Nkurunziza, président de la République du Burundi, et la retenue qui est demandée par la diplomatie belge; ».

L'amendement n° 3 est rejeté par 6 voix contre 4.

Dispositif

Point 1

Mme Vermeulen et consorts déposent l'amendement n° 4 qui vise à remplacer le point 1 du dispositif par ce qui suit: «de faire en sorte que la coopération avec le Burundi, qui est l'un des trois principaux pays partenaires de la coopération belge au développement,

van de senatoren ten aanzien van de nieuwe mediawet wordt uitgedrukt; ».

Mevrouw Vermeulen stipt aan dat de petitie, waar-naar wordt verwezen in punt S, een partij-overschrij-dend initiatief is dat door een groot aantal politieke fracties binnen de Senaat is ondertekend. Het heeft volgens spreekster een veel grotere meerwaarde voor het voorstel van resolutie dan louter een verwijzing naar een verdrag of een communiqué, waarop de Senaat geen enkele invloed heeft.

Mevrouw Arena meent dat een petitie niet dezelfde juridische waarde heeft als een voorstel van resolutie. Die is veeleer een middel van het maatschappelijk middenveld. Spreekster verwijst naar amendement nr. 10 dat ertoe strekt een punt *Cbis* in te voegen in de considerans. Op basis hiervan wordt in het voorstel van resolutie een verwijzing naar de nieuwe mediawet in Burundi opgenomen, waardoor dit een juridische waarde krijgt. Spreekster heeft de petitie niet getekend omdat een ondemocratische partij die had mede-ondertekend.

Voor de heer Vanlouwe is er geen verschil in juridische waarde tussen een resolutie en een petitie. In resoluties wordt trouwens vaak verwezen naar verslagen van het middenveld.

Mevrouw Arena antwoordt dat er een verschil is tussen een verwijzing naar een verslag en zelf gebruik maken van de petitie als middel.

Amendement nr. 2 wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 3 bij 1 onthouding.

Punt T (nieuw)

Mevrouw Vermeulen c.s. dient het amendement nr. 3 in dat ertoe strekt een punt T in te voegen, luidende: «T. gelet op de bezorgdheid die de heer Reynders, minister van Buitenlandse Zaken, geuit heeft aan de heer Pierre Nkurunziza, president van de Republiek Burundi, en de terughoudendheid die wordt gevraagd door de Belgische diplomatie; ».

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 6 stemmen tegen 4.

Dispositief

Punt 1

Mevrouw Vermeulen c.s. dient het amendement nr. 4 in ten einde punt 1 als volgt te vervangen: «ervoor te zorgen dat de samenwerking met Burundi, een van de drie belangrijkste partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, wordt aange-

soit mise à profit pour permettre la tenue d'élections démocratiques au Burundi en 2015 et, si tel n'est pas le cas, de geler temporairement la coopération directe avec le Burundi et, en dernier recours, de la suspendre; ».

Mme Vermeulen explique qu'après les élections de 2015 au Burundi, il faudra évaluer, à la lumière du processus électoral, si le pays peut continuer à faire partie des pays partenaires de la coopération belge au développement.

M. Hellings estime qu'il y a d'autres moyens pour faire pression sur le Burundi. On peut mettre une série d'officiels burundais sur une liste noire, ce qui a plus d'impact. L'orateur s'abstiendra donc sur l'amendement n° 4.

Il est capital, selon Mme Vermeulen, d'imposer des conditions au Burundi car le pays s'apprête à voter plusieurs lois importantes concernant les lois sur les ASBL, la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation et les manifestations politiques. Le Burundi applique en effet la devise : « qui n'est pas avec nous est contre nous ». De surcroît, notre pays assume un rôle d'exemple comme l'un des principaux pays donateurs au sein de l'Union européenne.

M. De Gucht pense que la population civile sera la première à pâtir de la suspension de la coopération au développement au Burundi. Il n'en reste pas moins qu'il faut donner un signal fort en ce qui concerne le garrotage de la liberté de la presse.

La représentante du ministre de la Coopération au développement explique que le Programme indicatif de coopération (PIC) en cours, comporte trois secteurs : l'agriculture, la santé et l'éducation. Le PIC comprend également des actions ciblées en matière de gouvernance et de coopération déléguée. Douze millions d'euro sont réservés à un soutien en matière de gouvernance. L'allocation de la tranche incitative en plus de l'enveloppe prévue pour le PIC a été couplée à la mise en œuvre de la stratégie relative à la bonne gouvernance, établie par les autorités burundaises. La nouvelle loi sur la presse contient certainement des éléments regrettables mais la Belgique continue à privilégier la Coopération au développement comme un outil au service de la population. Il n'est pas opportun de la suspendre, mais il faut maintenir le dialogue avec le Burundi aussi en vue des élections de 2015.

L'amendement n° 4 est rejeté par 6 voix contre 3 et 1 abstention.

wend om democratische verkiezingen in Burundi mogelijk te maken in 2015, en, indien dit niet het geval is, de directe samenwerking met Burundi on hold te zetten en in laatste instantie, op te schorten; ».

Mevrouw Vermeulen legt uit dat er na de verkiezingen van 2015 in Burundi, aan de hand van het verkiezingsproces, een evaluatie moet worden gemaakt of het land al dan niet nog deel kan uitmaken van de partnerlanden van de Belgische ontwikkelings-samenwerking.

De heer Hellings meent dat er andere middelen zijn om druk uit te oefenen op Burundi. Men kan een aantal Burundese overheidspersonen op een zwarte lijst zetten, dat heeft een grotere impact. Spreker zal zich bij de stemming over amendement nr. 4 ont-houden.

Het is, volgens vrouw Vermeulen, zeer belangrijk dat er voorwaarden worden opgelegd aan Burundi omdat er binnenkort een aantal belangrijke wetten zullen gestemd worden, zoals de wetten betreffende de VZW's, de Nationale Verzoeningscommissie en de politieke manifestaties. Burundi huldigt immers de leuze : « wie niet voor ons is, is tegen ons ». Daarenboven heeft ons land een voorbeeldfunctie als één van de belangrijkste donorlanden binnen de Europese Unie.

De heer De Gucht vindt dat het opschorten van de ontwikkelingssamenwerking aan Burundi in de eerste plaats de burgerbevolking treft. Men moet echter wel een krachtig signaal geven aangaande het beknotten van de persvrijheid.

De vertegenwoordiger van de minister van Ontwikkelingssamenwerking legt uit dat het huidige Indicatief Samenwerkingsprogramma (ISP) drie sectoren omvat : landbouw, gezondheid en onderwijs. Het ISP bevat tevens gerichte acties inzake bestuur en gedelegeerde samenwerking. Er is twaalf miljoen euro gereserveerd voor steun inzake bestuur. Het vrijmaken van een aanmoedigende schijf bovenop de geplande enveloppe voor het ISP werd aan de tenuitvoerlegging van de strategie voor goed bestuur gekoppeld. De nieuwe mediawet heeft ongetwijfeld betrekenswaardige aspecten, maar België blijft de Ontwikkelings-samenwerking inzetten als een middel in dienst van de bevolking. Het is niet opportuun ze op te schorten, men moet daarentegen de dialoog met Burundi gaande houden met het oog op de verkiezingen in 2015.

Het amendement nr. 4 wordt verworpen met 6 stemmen tegen 3 bij 1 onthouding.

Point 7

Mme Arena et consorts déposent l'amendement n° 9 qui vise à remplacer au point 7b les mots « à fournir les garanties nécessaires à » par les mots « à favoriser » et les mots « au respect » par les mots « le respect ».

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 8 (nouveau)

M. De Gucht et consorts déposent l'amendement n° 6 visant à compléter le dispositif par un point 8 rédigé comme suit : « de condamner la nouvelle loi sur la presse, qui restreint considérablement la liberté de la presse et instaure une censure dans les faits, et d'insister auprès des autorités burundaises pour qu'elles créent un climat propice à la liberté de la presse, condition cruciale pour le déroulement d'élections transparentes et démocratiques ».

Mme Arena renvoie à la discussion de l'amendement n° 5 au point R et demande de préciser ici qu'il n'y a que certains éléments de la nouvelle loi qui restreignent considérablement la liberté de la presse.

La commission accepte de corriger l'amendement n° 5 comme suit : « 8. de condamner certaines dispositions de la nouvelle loi sur la presse, qui restreignent considérablement la liberté de la presse et instaurent une censure dans les faits, et d'insister auprès des autorités burundaises pour qu'elles créent un climat propice à la liberté de la presse, condition cruciale pour le déroulement d'élections transparentes et démocratiques; ».

L'amendement n° 6, ainsi corrigé, est adopté par 7 voix et 3 abstentions.

Mme Arena et consorts déposent l'amendement n° 11 qui vise à compléter le dispositif par un point 8, rédigé comme suit : « de se réservier la possibilité d'envisager de réorienter ses mécanismes de coopération avec le Burundi en fonction de l'évolution démocratique et de la situation des droits de l'homme dans le pays, pour autant que cela ne porte pas préjudice au peuple burundais ».

Mme Arena se réfère au débat sur la résolution relative au conflit dans l'Est du Congo et à l'implication du Rwanda et de l'Ouganda (doc. Sénat, n° 5-1931/3), adopté par le Sénat le 14 mars 2013. La question de la sanction y était abordée à l'encontre du Rwanda. Dans la présente proposition, on pourrait prévoir l'éventualité de sanctions.

L'amendement n° 11 est adopté par 7 voix et 3 abstentions.

Punt 7

Mevrouw Arena c.s. dient amendement nr. 9 in, dat strekt om in punt 7b de woorden «teneinde de garanties te leveren die noodzakelijk zijn voor de veiligheid» te vervangen door de woorden «teneinde de veiligheid te bevorderen» en de woorden «voor de eerbiediging» door de woorden «de eerbiediging».

Amendement nr. 9 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 8 (nieuw)

De heer De Gucht c.s. dient het amendement nr. 6 in dat ertoe strekt het dispositief aan te vullen met een punt 8, luidende : « de nieuwe mediawet die de vrijheid van de pers sterk inperkt en in feite een censuur instelt te veroordelen en er bij de Burundische overheid op aan te dringen een klimaat van persvrijheid te creëren aangezien dit een cruciale voorwaarde is voor transparante en democratische verkiezingen ».

Mevrouw Arena verwijst naar de besprekking van het amendement nr. 5 bij punt R en vraagt ook hier te preciseren dat er aspecten in de nieuwe wet zijn die de persvrijheid aanzienlijk beknotten.

De commissie is akkoord om het amendement nr. 5 aldus te corrigeren : « 8. die delen van de nieuwe mediawet die de vrijheid van de pers sterk inperken en in feite een censuur instellen te veroordelen en er bij de Burundische overheid op aan te dringen een klimaat van persvrijheid te creëren aangezien dit een cruciale voorwaarde is voor transparante en democratische verkiezingen; ».

Het aldus gecorrigeerde amendement nr. 6 wordt aangenomen met 7 stemmen bij 3 onthoudingen.

Mevrouw Arena c.s. dient amendement nr. 11, dat strekt om het dispositief aan te vullen met een punt 8, luidende : « zich de mogelijkheid voor te behouden te overwegen haar samenwerkingsmechanismen met Burundi aan te passen in functie van de democratische evolutie en de situatie van de rechten van de mens in het land, voor zover dat het Burundese volk niet benadeelt ».

Mevrouw Arena verwijst naar het debat over de resolutie inzake het conflict in Oost-Congo en de betrokkenheid van Rwanda en Uganda (stuk Senaat nr. 5-1931/3), die de Senaat op 14 maart 2013 heeft aangenomen. Daarin kwam het probleem van de sanctie tegen Rwanda aan bod. In dit voorstel kan men in eventuele sancties voorzien.

Amendement nr. 11 wordt aangenomen met 7 stemmen bij 3 onthoudingen.

V. VOTE FINAL

L'ensemble de la proposition de résolution amendée est adopté par 7 voix et 3 abstentions.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,

Jean-Jacques DE GUCHT.
Sabine VERMEULEN.

Le président,

Karl VANLOUWE.

*
* *

**Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-1911/4 — 2012/2013).**

V. EINDSTEMMING

Het geamendeerde voorstel van resolutie in zijn geheel wordt aangenomen met 7 stemmen bij 3 ont-houdingen.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Jean-Jacques DE GUCHT.
Sabine VERMEULEN.

De voorzitter;

Karl VANLOUWE.

*
* *

**Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat nr. 5-1911/4 — 2012/2013).**